

LETTRE PATRIMONIALE
BANQUE PRIVÉEJUIN
2025

Édito

Le Maroc, pilier de l'Afrique Économique : Entre leadership régional et alliances stratégiques

Le récent classement des 500 champions africains offre une photographie édifiante du paysage économique continental et révèle les forces motrices qui façonnent son avenir. La présence significative d'entreprises marocaines dans ce palmarès confirme la position de premier plan du Royaume au sein de l'échiquier économique africain. Cette performance remarquable ne doit rien au hasard; elle est le fruit d'une vision stratégique, d'investissements soutenus dans des secteurs clés et d'une volonté affirmée de jouer un rôle majeur dans le développement de l'ensemble du continent.

Au-delà des chiffres et des classements, il est essentiel de comprendre les dynamiques sous-jacentes qui permettent à ces entreprises marocaines de prospérer et de rayonner à l'échelle africaine. L'innovation, l'adaptation aux spécificités locales et la capacité à créer des partenariats solides sont autant de facteurs de succès. Le Maroc, fort de sa stabilité politique et de son environnement des affaires en constante amélioration, s'est positionné comme un hub économique attractif, capable d'attirer les investissements et de favoriser l'émergence de champions nationaux. Il s'affirme comme un acteur incontournable de la croissance africaine, un pont entre l'Europe et l'Afrique et un modèle d'intégration régionale. Son ambition est claire : contribuer activement à l'essor d'un continent africain fort, prospère et indépendant.

C'est dans ce contexte que le partenariat stratégique entre le Maroc et les Émirats Arabes Unis (EAU) prend tout son sens. Bien plus qu'une simple relation bilatérale, cette alliance représente un véritable catalyseur pour le développement économique du Royaume et, par extension, pour l'ensemble de l'Afrique. Les EAU, avec leur expertise financière et leur vision ambitieuse en matière d'investissement, constituent un partenaire de choix pour le Maroc, lui permettant de financer des projets d'envergure, de diversifier son économie et de renforcer sa compétitivité.

Ce partenariat ne se limite pas à des accords financiers. Il englobe également des domaines aussi variés que l'énergie, les infrastructures, le tourisme et l'agriculture, créant ainsi des synergies et des opportunités pour les entreprises des deux pays. En mutualisant leurs forces et leurs ressources, le Maroc et les EAU contribuent à l'émergence d'un nouveau modèle de coopération Sud-Sud, basé sur le respect mutuel, le partage de savoir-faire et la volonté commune de construire un avenir prospère pour les générations futures.

Hicham Chebihi Hassani
CEO Atlas Capital

SOMMAIRE

REPÈRES MARCHÉS

Marchés marocains
Marchés internationaux
Pages 2-3

PATRIMOINE GESTION

Page 4

NOS EXPERTS À VOS CÔTÉS

Pages 5-6

DOSSIER ECO

Consolidation de la Position du Maroc au Sommet Économique Africain : Analyse à travers le Prisme du Classement des 500 Champions Africains
Pages 7-16

FOCUS...

Le partenariat stratégique entre le Maroc et les Émirats Arabes Unis
Pages 17-22

ACTUALITÉS ATLAS CAPITAL

Page 23

REPÈRES MARCHÉS

Les perspectives de l'économie mondiale se sont détériorées depuis la fin du premier trimestre ; les prévisions de croissance mondiale ont été sensiblement revues à la baisse à 2,8% en 2025 contre 3,3% en 2024, selon le FMI. L'intensification des tensions commerciales en raison de l'application de droits de douane américains et la riposte de la Chine a fortement ébranlé la confiance des consommateurs, des investisseurs et des marchés financiers. Toutefois, les tensions bilatérales se sont atténuées après la conclusion d'un accord temporaire, réduisant significativement les droits de douane réciproques, dans l'espoir de parvenir à un compromis plus durable. L'inflation poursuit son reflux, en lien avec la modération des prix des produits de base, notamment des coûts énergétiques.

L'économie nationale aurait accéléré à 4,2% au premier trimestre, après un léger ralentissement au dernier trimestre de 2024. Ce regain d'activité est attribuable à l'amélioration des perspectives de la campagne agricole grâce à des conditions climatiques plus favorables enregistrées en mars et avril. Les activités non agricoles ont profité du dynamisme des secteurs de l'hébergement, de l'industrie extractive et de la construction. L'inflation est restée maîtrisée aux alentours de 2% en moyenne, refluant même à moins de 1% en avril suite à l'annulation du rituel du sacrifice et la détente des prix des carburants.

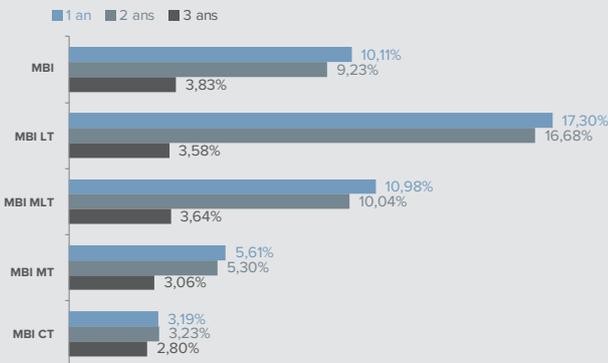
Marchés marocains au 30 mai 2025

Marché des taux

Dans un contexte inflationniste globalement maîtrisé, le consensus de marché anticipe la poursuite d'une politique monétaire accommodante de Bank Al Maghrib, afin d'accentuer les bénéfices du cycle d'investissements à moyen terme sur la croissance et booster la création d'emplois. Ainsi, compte tenu des données futures, les investisseurs tablent sur une poursuite de la baisse du taux directeur d'au moins 25 points de base.

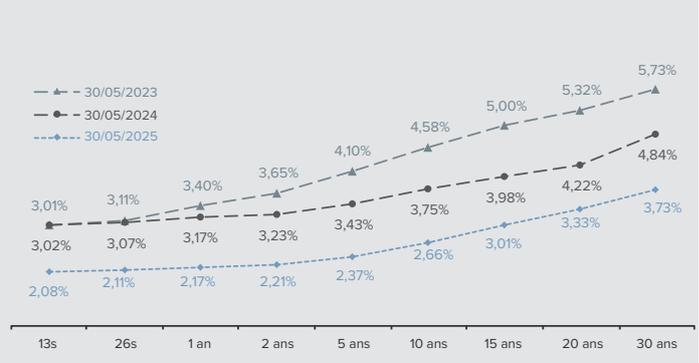
Sur le plan budgétaire, malgré le creusement du déficit budgétaire en ce début d'année, le Trésor jouit d'une situation confortable grâce à des recettes fiscales solides et une sortie réussie sur les marchés financiers internationaux, soulageant ainsi le besoin de financement intérieur du Trésor. Dans l'attente de l'activation des mécanismes de financement innovants budgétisés à hauteur de 35 MMDH cette année, la demande des investisseurs sur le marché de la dette souveraine accentuerait la détente des taux de rendement obligataires face à une offre limitée.

Performances annualisées des indices obligataires



Source : BMCE Capital Markets

Evolution de la courbe des taux sur le marché secondaire



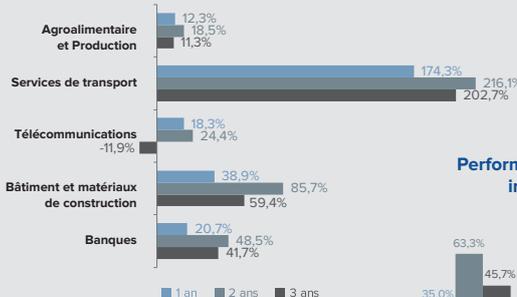
Source : Bank Al-Maghrib

Marché boursier

Malgré les turbulences déclenchées par la politique tarifaire des Etats Unis sur les marchés financiers mondiaux, le marché actions a fait preuve d'une résilience remarquable, continuant à marquer des nouveaux sommets historiques avec une progression de plus de 21% en 2025, accompagnée par une dynamique d'échanges qui avoisine les 500 MDH en moyenne quotidienne sur le marché central depuis le début d'année.

Les perspectives de croissance sont toujours au beau fixe, grâce à la dynamique d'investissement national, se manifestant à travers une progression de 7,2% des chiffres d'affaires consolidés au cours du premier trimestre. Par ailleurs, la baisse significative des taux de rendement obligataires soutient un arbitrage favorable vers les actifs risqués plus rentables.

Performances des 5 plus importants secteurs



Source : Bourse de Casablanca

Performances des principaux indices boursiers



Source : Bourse de Casablanca

Pour toute question relative aux marchés, contacter M. Hicham Aiouche, Trader chez Atlas Capital Bourse, par email h.aiouche@atlascapital.ma ou par téléphone au +212 6 69 26 73 57

Marchés Internationaux

Indicateurs	30/05/2025	3 mois	6 mois	1 an
Actions				
CAC 40	7.751,89	▼ -4,43%	▲ 7,14%	▼ -3,01%
Eurostoxx 50	5.333,99	▼ -2,37%	▲ 11,02%	▲ 7,03%
S&P 500	5.893,09	▼ -1,03%	▼ -2,31%	▲ 11,77%
MSCI World	3.860,83	▲ 1,46%	▲ 1,33%	▲ 12,07%
Nikkei 225	37.470,67	▲ 0,85%	▼ -1,93%	▼ -2,64%
Devises				
EUR/USD	1,14	▲ 9,62%	▲ 7,55%	▲ 4,59%
EUR/MAD	10,51	▲ 1,45%	▼ -0,85%	▼ -2,87%
USD/MAD	9,18	▼ -7,92%	▼ -8,20%	▼ -7,83%
Matières premières				
Pétrole (USD)	64,81	▼ -11,41%	▼ -11,15%	▼ -20,61%
Or (USD)	3.372,23	▲ 18,01%	▲ 27,23%	▲ 44,85%
Obligataire				
US T-Bond 10 ans (%)	4,39	▼ -1bp*	▲ 21bp	▼ -11bp
German Bund 10 ans (%)	2,51	▲ 12bp	▲ 41bp	▼ -14bp
Marché monétaire				
€STR (%)	2,16	▼ -51bp	▼ -98bp	▼ -122bp
Libor 1M (%)	5,22	▲ 3bp	▼ -2bp	▼ -21bp

*bp : point de base - 1% équivaut à 100 points de base

Source : Bloomberg

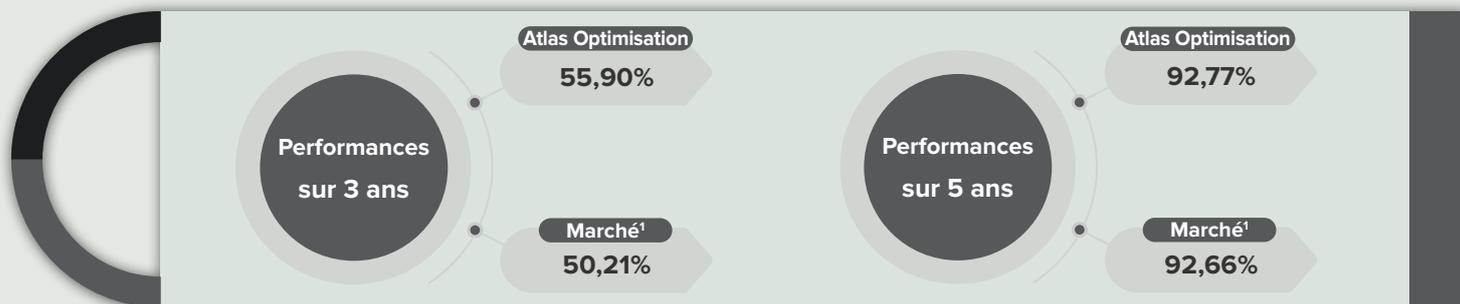


PATRIMOINE GESTION

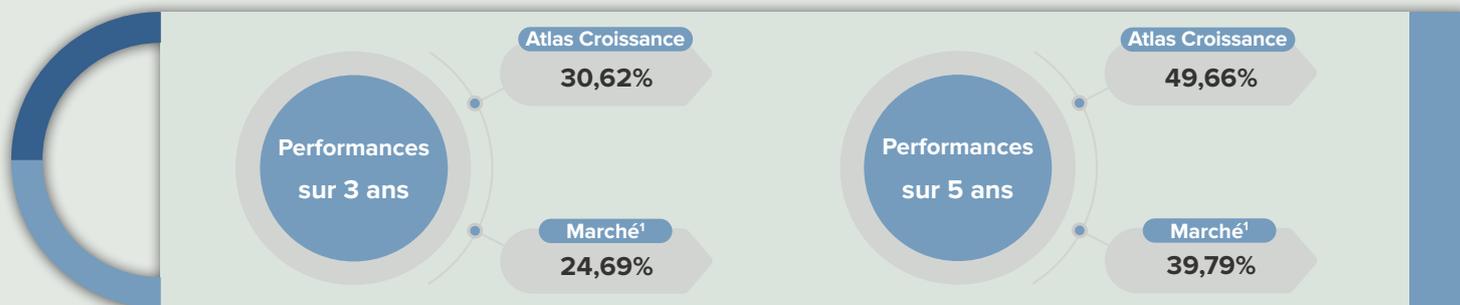
OPCVM

Pour toute question relative à nos solutions ou pour tout conseil concernant la gestion de votre patrimoine, contacter M. Hicham Aiouche, Trader, par email h.aiouche@atlascapital.ma ou par téléphone au +212 5 22 92 59 20 ou au +212 6 69 26 73 57.

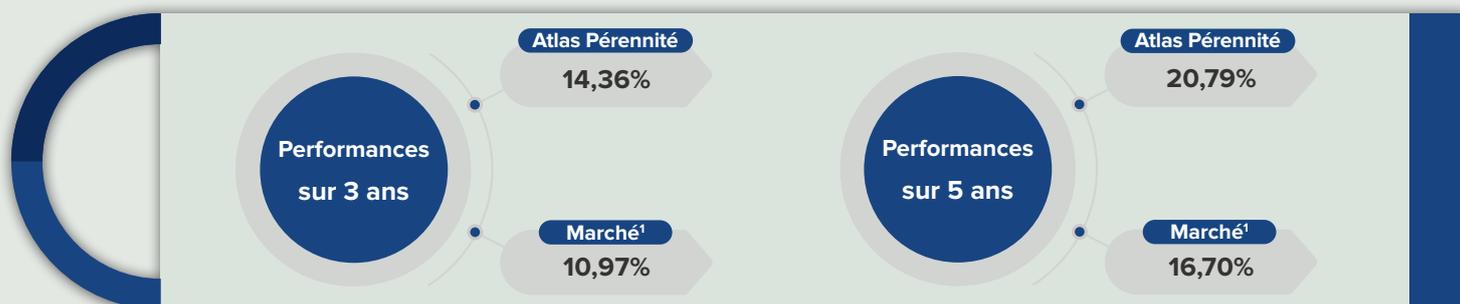
• L'OPCVM actions, **ATLAS OPTIMISATION** : composé exclusivement de sous-jacents actions, l'OPCVM « Atlas Optimisation » est conseillé aux investisseurs les moins averses au risque, souhaitant capter le potentiel de rentabilité offert par le marché boursier et disposés à maintenir leur placement sur une période au-delà de 5 années.



• L'OPCVM diversifié, **ATLAS CROISSANCE** : géré selon une approche flexible et multi-classes d'actifs combinant les produits de taux et les titres boursiers parmi les plus attractifs du marché, l'OPCVM « Atlas Croissance » est conseillé aux investisseurs souhaitant fructifier leur épargne sur une période minimale de 4 années.



• L'OPCVM Obligataire Moyen Long Terme, **ATLAS PÉRENNITÉ** : composé au minimum à 90% en titres émis ou garantis par l'Etat et au maximum à 10% en créances bancaires qui viennent rehausser sa rentabilité, l'OPCVM « Atlas Pérennité » est conseillé aux investisseurs souhaitant constituer une épargne exclusivement composée de produits de taux, sur une période supérieure à 3 années.



¹ Moyenne des fonds ouverts aux souscriptions du grand public

DES EXPERTS À VOS CÔTÉS

« Et si nous vous protégeions contre les impayés clients ? »

Vidal Assurance accompagne ses clients dans l'anticipation des risques qui peuvent menacer leur stabilité financière et les protège contre les défauts de paiement des clients insolvable via les assurances-crédit.

Qu'est-ce que l'assurance-crédit ?

L'assurance-crédit permet de sécuriser le poste client et de garantir aux entreprises une croissance rentable dans la durée. Elle apporte une garantie financière, aide à structurer les organisations et facilite l'accès au financement.

L'assureur-crédit surveille la santé financière des clients et informe en temps réel pour permettre aux entreprises de travailler en toute confiance. En cas de non-paiement des créances commerciales garanties, les assurés sont couverts et indemnisés au Maroc comme à l'export.

Les avantages de l'assurance-crédit :

- **ANTICIPATION** : surveiller l'évolution des risques du portefeuille clients grâce à des données complètes et actualisées
- **PROTECTION** : protéger les créances commerciales pour sécuriser la trésorerie et obtenir un gage de confiance auprès des banques et des investisseurs
- **DÉVELOPPEMENT** : concentrer les efforts sur les entreprises les plus fiables et découvrir de nouvelles opportunités de croissance
- **RECouvreMENT** : bénéficier, en cas d'impayé, d'actions de recouvrement adaptées au pays du client et dans le respect des relations commerciales
- **INDEMNISATION** : se faire indemniser la perte garantie et non récupérée, quelle que soit la situation juridique du client

Pour tout complément d'information, contacter **M. Soufiane Benabdillah**, Directeur Commercial par email s.benadllah@vidalassurances.ma ou par téléphone au **+212 6 60 12 63 08**.



DES EXPERTS À VOS CÔTÉS

Gestion sous Mandat diversifiée

Il est temps de faire le choix d'une gestion performante et personnalisée

La gestion sous mandat diversifiée a réalisé une performance de 18,57% Vs Benchmark (50% MASI et 50% MBI) à 14,30% depuis le début de l'année (au 30/05/2025). Sur 3 ans la performance est de 40,07% Vs Benchmark (50% MASI et 50% MBI) à 29,13%.

La Gestion sous Mandat est une solution adaptée aux clients fortunés souhaitant confier la gestion d'une partie de leurs actifs financiers à des gérants professionnels, tout en participant à la définition de la stratégie de placement. Le risque et la rentabilité du portefeuille dépendent en grande partie des arbitrages effectués par le gérant, qui a pour but de surperformer un benchmark défini à l'avance. En pondérant le risque intrinsèque d'un investissement en action par la détention de produits de taux, la gestion diversifiée vise à répondre au besoin d'une clientèle souhaitant bénéficier du meilleur des deux mondes.

** indice de référence : indice composite 50% Masi+50% MBI (Moroccan Bond index)*

Portefeuille 100% modulable permettant au gérant de saisir à temps les opportunités de marché.

Pour toute question relative aux marchés, contacter M. Amine El Jirari, Partner Intermédiation Boursière, par email a.eljirari@atlascapital.ma ou par téléphone au **+212 6 61 24 82 85**.





DOSSIER ÉCO

Consolidation de la Position du Maroc au Sommet Économique Africain : Analyse à travers le Prisme du Classement des 500 Champions Africains

Introduction

L'Afrique, un continent aux mille visages et aux potentialités immenses, se trouve aujourd'hui à un carrefour décisif de son histoire économique. En pleine transformation, elle est le théâtre d'une dynamique compétitive croissante entre ses nations. Cette compétition ne se limite pas à une simple course au développement ; elle est une manifestation tangible des ambitions nationales, des aspirations à une prospérité partagée et d'une volonté commune de s'affirmer sur la scène internationale.

Selon les dernières prévisions de la Banque Mondiale, l'Afrique subsaharienne est promise à une trajectoire de croissance positive, avec un taux moyen estimé à 4,2 % pour la période 2025-2026. Ce rebond est encourageant et témoigne du potentiel de la région. Il est principalement attribué à l'amélioration des perspectives économiques des pays exportateurs de matières premières industrielles, telles que le cuivre, le fer et le pétrole. Ces pays, souvent considérés comme les locomotives économiques de la région, bénéficient d'une conjoncture internationale plus favorable, stimulée par une demande accrue et des prix plus élevés, ce qui se traduit par une augmentation de leur production et de leurs exportations. Toutefois, il est crucial de nuancer cette perspective optimiste. Cette croissance, bien que bienvenue,

ne doit pas occulter les défis structurels persistants, tels que les inégalités de revenus, le manque d'infrastructures adéquates et la vulnérabilité face aux chocs externes.

Dans ce contexte économique en mutation, marqué à la fois par des promesses de croissance et des défis structurels, le classement annuel du magazine Jeune Afrique des 500 champions africains de l'économie en 2025 offre une perspective globale et précieuse sur les tendances émergentes et les défis auxquels sont confrontées les entreprises africaines. Ce classement permet d'identifier les entreprises les plus performantes, les secteurs les plus dynamiques et les stratégies gagnantes, fournissant ainsi des informations clés pour les investisseurs, les décideurs politiques et les entrepreneurs africains. Il permet également d'évaluer l'impact des politiques économiques et des initiatives d'intégration régionale sur le développement du secteur privé africain.

C'est dans ce cadre que nous allons examiner en détail la présence et le positionnement des entreprises marocaines au sein de ce classement.

Présentation du Classement des 500 Champions Africains et description de la méthodologie utilisée pour établir le classement

Pour établir son palmarès exclusif des plus grandes entreprises opérant sur le continent africain, la rédaction de Jeune Afrique a entrepris une analyse approfondie, en compilant les chiffres d'affaires relatifs à l'exercice financier de 2023. Cette compilation s'est appuyée sur une base de données exhaustive regroupant les informations financières de près de 1 300 entreprises, sélectionnées parmi un ensemble encore plus vaste de plus de 15 000 entités.

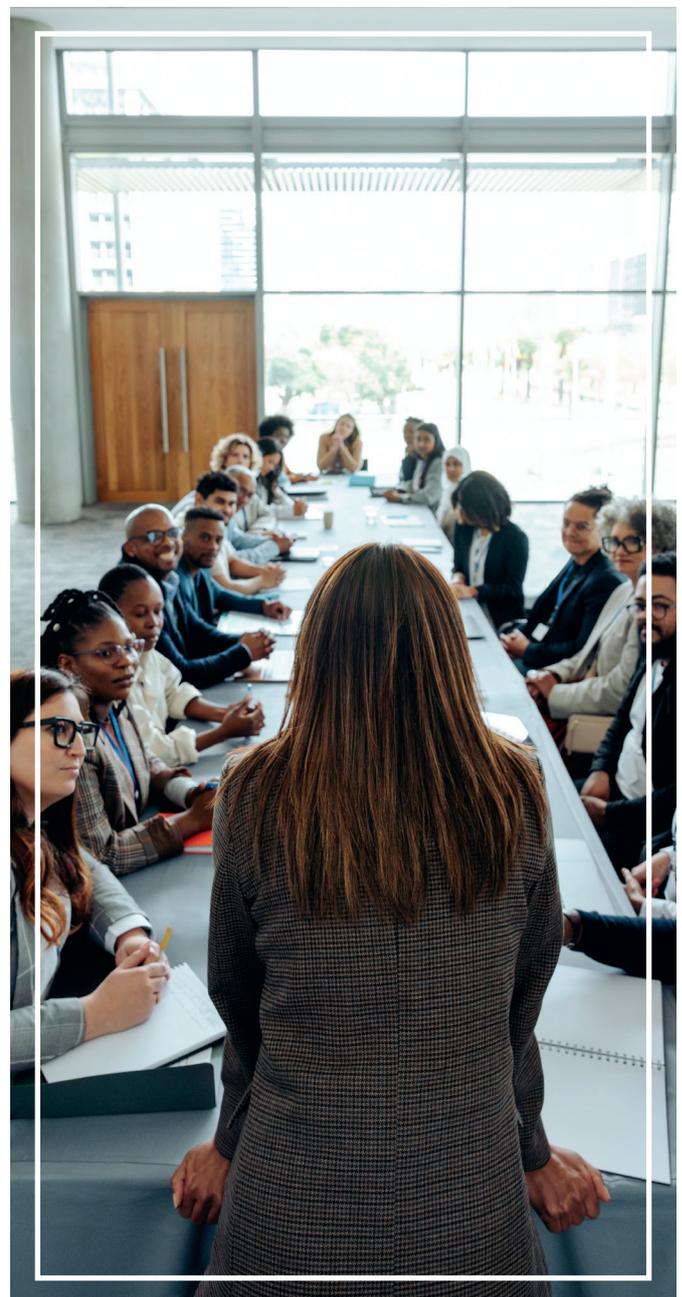
La méthodologie employée se concentre exclusivement sur les entreprises ayant une présence juridique formelle sur le continent africain. Ainsi, sont inclus les holdings, les sociétés mères et leurs diverses filiales. Cependant, quelques exceptions sont admises, notamment dans le secteur extractif. Cette exception tient au fait que certaines entreprises de ce secteur, bien qu'ayant des activités significatives en Afrique, sont parfois cotées sur des places boursières situées en dehors du continent. Afin de garantir la fiabilité et la transparence de ce classement, tous les chiffres utilisés ont une source clairement identifiable.

Concernant le dernier classement 2025, l'ensemble des données financières analysées porte sur les exercices fiscaux clos soit à la fin de l'année 2023, soit au plus tard en juin 2024. Ce choix méthodologique vise à capturer une image aussi récente que possible de la performance des entreprises africaines.

Afin d'harmoniser les données issues de différents pays et de faciliter ainsi la comparaison des entreprises, l'ensemble des chiffres d'affaires sont convertis en dollars américains. Cette conversion s'effectue sur la base des taux de change en vigueur au jour exact de la clôture de l'exercice fiscal de chaque entreprise. Par ailleurs, une règle importante régit la présence des entreprises dans ce classement : toute société ne présentant pas ses comptes pendant deux années consécutives est automatiquement retirée. L'objectif de cette mesure est de garantir la pertinence et l'actualité du classement, en ne retenant que les entreprises dont les performances peuvent être vérifiées de manière régulière.

En outre, il est crucial de souligner que ce classement des 500 Champions Africains se concentre exclusivement sur les entreprises opérant dans les secteurs non financiers. Les entreprises relevant du secteur de la finance (banques, sociétés

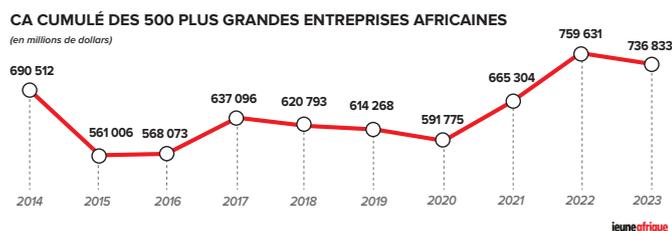
financières et assurances) sont délibérément exclues, car elles font l'objet d'un classement distinct et spécialisé publié par Jeune Afrique. De même, les sociétés de portefeuille dont l'activité se limite à la détention de participations financières et qui n'exercent aucune activité opérationnelle significative sont également écartées de ce classement, dont l'objectif premier est de mettre en lumière les entreprises créatrices de valeur et d'emplois sur le continent.



Analyse des tendances générales du classement : Pays les plus représentés, secteurs dominants et évolution des performances.

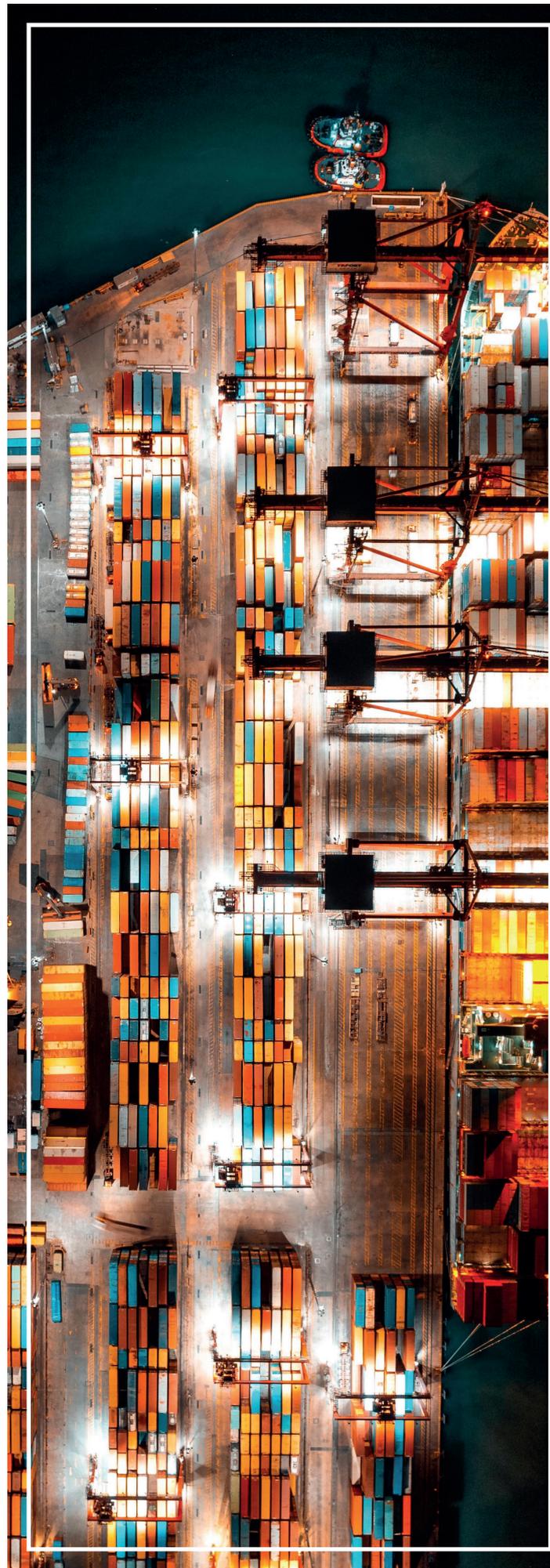
Le rapport annuel du classement des 500 champions africains révèle une tendance préoccupante après une période d'expansion économique notable. Suite à une croissance cumulée impressionnante de près de 25 % sur deux ans, l'activité des entreprises figurant dans ce palmarès semble marquer un ralentissement significatif. Cette observation constitue l'une des conclusions majeures de la 26^{ème} édition de ce classement. Ce dernier met en lumière un repli modéré de 3,1 % du chiffre d'affaires cumulé de l'échantillon analysé. Ce recul, bien que léger en pourcentage, suggère une possible inflexion de la dynamique économique continentale et soulève des questions quant aux facteurs sous-jacents qui pourraient l'expliquer.

Figure 1 : Chiffre d'affaires cumulé des 500 plus grandes entreprises africaines (en millions de dollars)



Source : Jeune Afrique data intelligence unit

Atteignant un chiffre d'affaires cumulé de 736,8 milliards de dollars en 2023 (figure 1), le classement Top 500 des entreprises africaines atteste de la complexité et des fluctuations de l'économie du continent. Ce chiffre, représentant une régression par rapport au pic historique observé lors de l'édition précédente dudit classement (759,6 milliards de dollars en 2022), doit être replacé dans un contexte économique plus large et analysé à la lumière des tendances globales qui ont façonné la période considérée. En effet, ce repli relatif ne constitue pas un cas isolé. Une observation attentive de l'économie mondiale révèle des dynamiques similaires. A titre de comparaison, le "Fortune Global 500", qui évalue l'activité des 500 premières entreprises mondiales, a enregistré une stagnation en 2023, avec une croissance marginale de seulement +0,1 %, atteignant 41 000 milliards de dollars. Cette performance timide s'inscrit dans un contexte de croissance économique mondiale globalement faible, se limitant à un taux de +3 % en 2023 selon les données du FMI.



Turbulences macroéconomiques

Bien que le classement des 500 Champions ait déjà connu des périodes agitées, cette édition se distingue par un contexte macroéconomique particulièrement turbulent. Plusieurs économies sont secouées par une crise des changes significative, exacerbée par une inflation galopante qui érode le pouvoir d'achat et déstabilise les marchés financiers. L'incertitude plane sur la valeur des devises et la capacité des entreprises à maintenir leur rentabilité. Parallèlement, un repli des prix des matières premières vient compliquer davantage le tableau.

Taux de change

En matière de taux de change, l'année 2023 a été une année difficile pour certaines économies africaines notamment l'Égypte et le Nigeria. Ces deux pays, déjà confrontés à des défis considérables, ont vu leurs monnaies respectives subir des turbulences majeures, impactant significativement le tissu économique local et, par ricochet, les entreprises opérant sur leurs marchés. Concernant l'Égypte, après une série de dévaluations successives initiées fin 2022 et se prolongeant jusqu'au début de l'année 2024, la livre égyptienne a enregistré une chute importante de sa valeur face au dollar américain. La perte est abyssale : la monnaie nationale a purement et simplement perdu la moitié de sa valeur.

Les conséquences pour les 45 entreprises égyptiennes figurant dans le classement économique des 500 champions africains sont inévitables. Un exemple frappant de cette situation est celui d'Orascom Construction, fleuron du BTP égyptien et acteur majeur de la construction du métro du Grand Caire. Malgré un niveau d'activité soutenu sur la période analysée, les facturations en dollars de l'entreprise ont chuté de 19,4%. Cette baisse drastique a entraîné une perte de sept places dans le classement, illustrant de manière éloquente l'impact négatif de la dévaluation monétaire.

Tendances inflationnistes

Il convient d'ajouter aux turbulences monétaires, qui ont secoué certaines économies africaines en 2023, une pression inflationniste persistante et particulièrement intense. Cette flambée des prix a mis à rude épreuve les marges bénéficiaires et la compétitivité de nombreuses sociétés. Pour illustrer l'ampleur du phénomène, on peut citer le Ghana où l'inflation a atteint un niveau considérable de +38,1 % selon les données de la Banque Mondiale. L'Égypte a également été confrontée à une situation difficile, avec une inflation s'élevant à +33,7 %. L'Éthiopie (+30,2 %) et le Nigeria (+24,6 %) ont également subi des augmentations de prix considérables, érodant le pouvoir d'achat des consommateurs et augmentant les coûts de production pour les entreprises.

Une illustration concrète de l'impact de cette inflation galopante est démontrée par le cas de BUA Cement. L'entreprise nigérienne

a dû faire face en 2023 à une augmentation substantielle de ses coûts de production, atteignant +39,5 %. Cette hausse significative a directement affecté sa rentabilité et sa capacité à investir dans l'expansion et l'innovation.

Recul des cours des matières premières

Après avoir atteint des niveaux record au milieu de l'année 2022, les cours des matières premières ont amorcé une phase de reflux significative. Ce phénomène, loin d'être éphémère, s'est poursuivi tout au long de l'année 2023, exacerbé par un contexte économique mondial caractérisé par une croissance molle et une demande chinoise qui, contrairement aux attentes optimistes, s'est avérée moins robuste.

L'impact de cette baisse des prix s'est fait sentir sur un large éventail de matières premières essentielles. Les prix du cuivre, de l'aluminium, du nickel, du phosphate et même des platinoïdes ont subi une érosion considérable. En particulier, le prix moyen du panier des PGM (Platinum Group Metals), un indicateur clé pour l'industrie minière, a enregistré une chute de 40 % au cours de l'année 2023. Ce recul des prix a inévitablement affecté les opérateurs miniers du monde entier, comprimant leurs marges bénéficiaires et affectant négativement leurs performances financières. L'ampleur de cet impact est mise en évidence par la situation de l'OCP. Ce champion marocain des phosphates (qui se classait 10^{ème}) a vu ses ventes diminuer de près de 25 %, un signe tangible des difficultés rencontrées par l'industrie face à la baisse des prix.

La conséquence logique de ces dynamiques est une diminution du poids relatif du secteur minier dans l'ensemble de l'analyse de Jeune Afrique (le secteur minier a perdu plus d'un point dans le classement 2025 par rapport à l'édition précédente de ce dernier), représentant désormais 12,82 % du chiffre d'affaires total.





Performances sectorielles

Energie

Le secteur de l'énergie, un pilier essentiel du développement économique africain, connaît une ascension remarquable au sein du classement des 500 champions africains. Son influence, mesurée à l'aune du chiffre d'affaires cumulé total, a atteint des proportions inédites. En effet, ce secteur dynamique contribue désormais à hauteur de 28 % de ce chiffre d'affaires global, témoignant de sa vitalité et de son rôle prépondérant dans la croissance du continent.

Au sein du palmarès des 500 premières entreprises africaines, la société algérienne Sonatrach a ressenti les effets de ce contexte. Malgré un volume de production record, atteignant 194 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), en progression de 2,2 %, Sonatrach a vu son chiffre d'affaires en dollars diminuer de 8 %. Cette contraction est directement corrélée à la diminution du prix du baril de pétrole¹, soulignant la vulnérabilité des économies dépendantes des hydrocarbures face aux fluctuations des marchés internationaux.

Telecoms

Le domaine des télécommunications demeure une force économique significative occupant la troisième place par ordre d'importance **avec 10,64 % de la valeur totale du Top 500**, un niveau de contribution qui reste remarquablement stable avec la présence de 48 groupes.

Dans le paysage compétitif des télécommunications africaines, l'année 2023 a présenté un tableau contrasté de performances, fortement influencé par les fluctuations monétaires et les stratégies d'expansion.

MTN² (8^{ème} du classement), acteur dominant du marché, a enregistré une augmentation de ses revenus en rands³ (+6,9 %).

Toutefois, cette progression a été atténuée par les effets de change défavorables.

Airtel Africa⁴ (27^{ème} du classement) a également ressenti l'impact de ces fluctuations monétaires. Pour les mêmes raisons que MTN, l'entreprise a cédé une place dans le classement et a vu son chiffre d'affaires en dollars diminuer de 5 %.

Contrairement à MTN et Airtel Africa, Vodacom (11^e) a affiché une performance plus robuste, avec une croissance de son chiffre d'affaires de 29,1 % en rands et de 5 % en dollars. Ce succès est attribué à l'intégration complète, depuis la fin de l'année 2022, de sa filiale égyptienne.

Aérien

L'industrie aérienne, longtemps convalescente après des turbulences économiques et sanitaires sans précédent, semble bel et bien retrouver de l'altitude. Les chiffres témoignent d'une reprise significative sur le continent africain.

La compagnie aérienne Ethiopian Airlines a confirmé sa position de leader en réalisant une ascension remarquable de neuf places dans le classement. Cette performance a permis à la compagnie éthiopienne de réintégrer le cercle du top 15 du classement, soulignant sa capacité à naviguer efficacement dans un environnement concurrentiel.

Dans la même veine, Royal Air Maroc (RAM) a affiché une progression importante. La compagnie aérienne nationale marocaine a réalisé une percée de 42 places dans le classement. Ce bond en avant est directement corrélé à une augmentation substantielle de son chiffre d'affaires, qui a progressé de 57 % en dirhams et de 50 % en dollars.

¹ Bien que le cours moyen annuel du baril de pétrole WTI ait enregistré une diminution de 16,70 dollars, se stabilisant à une moyenne de 77,70 dollars selon les données de la Banque mondiale, il est resté à un niveau considéré comme relativement élevé, influençant ainsi les revenus des producteurs.

² MTN Group (Mobile Telephone Networks) est une multinationale sud-africaine cotée dont le premier actionnaire est, à hauteur de 46,78 %, Standard Bank

³ Monnaie officielle de l'Afrique du Sud

⁴ En 2024, Airtel Africa est présente dans 14 pays d'Afrique : République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Kenya, Madagascar, Malawi, Niger, Nigeria, Rwanda, Seychelles, Tchad, Tanzanie, Ouganda et Zambie.

Analyse de la Présence Marocaine dans le Classement des 500 Champions Africains

La présence marocaine au sein du classement des 500 Champions Africains se distingue par plusieurs caractéristiques marquantes. On observe d'abord une **diversification sectorielle** considérable. Les entreprises marocaines présentes dans ce classement opèrent dans un large éventail de domaines, allant de l'agroalimentaire à la finance, en passant par les télécommunications, l'énergie, l'industrie manufacturière et le BTP. Cette diversification témoigne d'une économie marocaine plus mature et capable de se projeter sur des marchés variés à travers le continent.

Ensuite, la **domination du secteur privé** est une autre caractéristique essentielle. Contrairement à certains pays africains où les entreprises publiques jouent un rôle prépondérant, au Maroc ce sont les sociétés privées qui mènent la danse. Elles sont les locomotives de la croissance et de l'expansion sur le continent.

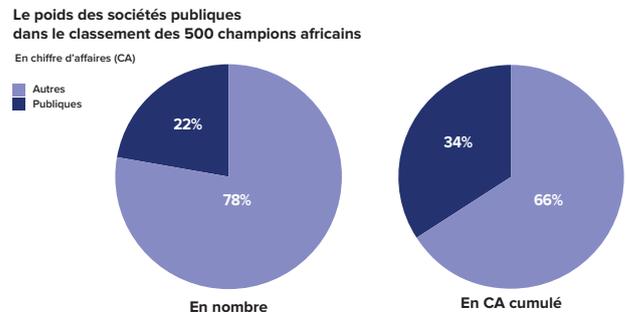
Enfin, l'**entrée de nouveaux acteurs** contribue à dynamiser le paysage économique marocain au sein du classement des champions africains. Il ne s'agit pas seulement des mêmes entreprises établies de longue date qui trustent les premières places. Cette dynamique de renouvellement est cruciale pour assurer la pérennité et la compétitivité de la présence marocaine dans ce classement et, plus largement, sur le marché africain.

Importance du secteur privé

Bien que le panorama général du classement des 500 champions africains soit largement dominé par les entreprises publiques, qui représentent encore une force économique majeure sur le continent, le Maroc se distingue par une configuration singulière. À l'échelle continentale, les entreprises publiques, avec 112 entités figurant dans ce classement, ont généré en 2023 un chiffre d'affaires cumulé de 253,7 milliards de dollars, représentant 34% du chiffre d'affaires total (figure 2).

Néanmoins, au Maroc, le secteur privé démontre une performance notable. Parmi **les 54 entreprises marocaines figurant dans le classement, la majorité, soit 39, relèvent du secteur privé**, ce qui affirme le dynamisme et de l'esprit entrepreneurial prévalant dans le pays. Ces entreprises génèrent collectivement **un chiffre d'affaires cumulé de 55,9 milliards de dollars**, illustrant ainsi l'importance de leur contribution à l'économie continentale.

Figure 2: Le poids des sociétés publiques dans le classement des 500 champions africains



Source : jeunefrique.com

Performances des grands groupes marocains et perspectives de croissance

Au sein de cette constellation d'entreprises performantes, certaines brillent d'un éclat particulier. L'Office Chérifien des Phosphates (OCP), fleuron de l'industrie marocaine, se démarque une fois de plus par sa performance exceptionnelle. **L'OCP occupe fièrement la 10^e place du classement général**, un rang important qui témoigne de sa puissance et de sa contribution majeure à l'économie nationale. Son chiffre d'affaires, atteignant la somme considérable **de 8,3 milliards de dollars**, confirme son statut de leader incontesté dans son secteur. Parallèlement, **Royal Air Maroc**, la compagnie aérienne nationale, réalise une progression considérable. Son ascension de 42 places dans le classement, la propulsant à la 91^e position, constitue une véritable prouesse.

Cette avancée illustre le dynamisme et la résilience de Royal Air Maroc dans un secteur aérien en pleine mutation, marqué par une concurrence accrue et des défis conjoncturels importants. Cette capacité d'adaptation et cette ambition de croissance positionnent Royal Air Maroc comme un acteur clé du transport aérien en Afrique.



L'OCP

Pour la période se clôturant en décembre 2023, les résultats financiers de l'entreprise ont présenté un tableau contrasté, marqué à la fois par des défis et des opportunités. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 91 277 millions de dirhams. Bien que ce montant reste conséquent, il traduit une diminution par rapport à l'exercice 2022, reflétant un contexte économique global incertain et des pressions concurrentielles accrues. Toutefois, il est important de souligner qu'un redressement notable a été observé au cours du second semestre, suggérant une amélioration progressive de la performance opérationnelle et une réponse efficace aux dynamiques du marché.

La marge brute, un indicateur clé de la rentabilité des ventes, s'est établie à 50 534 millions de dirhams. Ce chiffre affiche une régression comparativement à l'année 2022, impactée par la diminution des cours mondiaux des phosphates et produits dérivés. Après avoir atteint des niveaux culminants en 2022, les prix ont connu une correction substantielle en 2023, consécutive à un apaisement des tensions sur les marchés internationaux des engrais et à une amélioration des prévisions de production dans d'autres régions du globe.

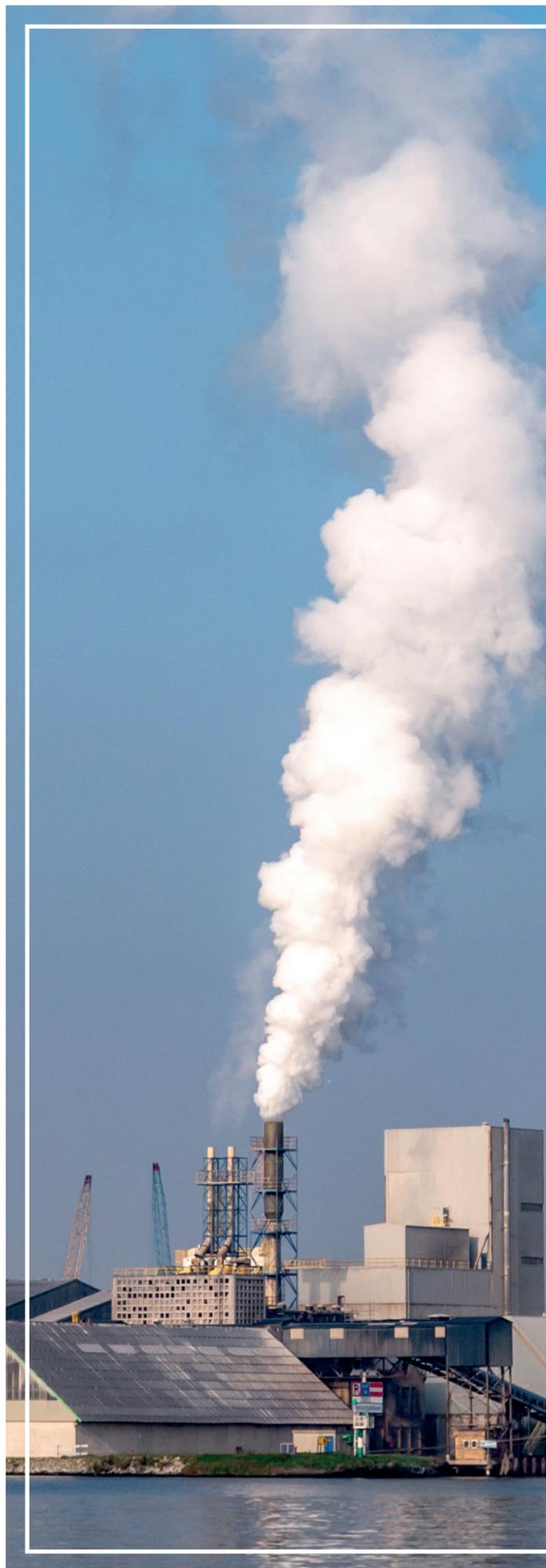
L'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement), un indicateur de la performance opérationnelle de l'entreprise, s'est fixé à 29 396 millions de dirhams. Ce montant a été en retrait par rapport à l'année 2022, ce qui s'est traduit par une marge d'EBITDA de 32%.

Enfin, les dépenses d'investissements se sont chiffrées à 26 825 millions de dirhams en 2023, marquant une augmentation significative par rapport à 2022. Cette augmentation est directement liée à l'intensification du programme d'investissement vert de l'entreprise, témoignant de son engagement envers la durabilité et la transition écologique.

En dépit d'une réduction du chiffre d'affaires de l'OCP en 2023, des perspectives plus favorables sont anticipées pour 2025.

Les prix des phosphates devraient s'apprécier en 2025

A fin mars 2025, les exportations marocaines de phosphates et de produits dérivés ont totalisé 20,3 milliards de dirhams, ce qui représente une augmentation de 18,2 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, d'après l'Office des Changes. Cette performance est principalement attribuable à l'augmentation des ventes d'engrais naturels et chimiques, qui ont progressé de 14,9 % pour atteindre 14,8 milliards de dirhams, ainsi qu'à la reprise des exportations de phosphates (+52,8 %, à 2,01 milliards de dirhams) et d'acide phosphorique (+17,2 %, à 3,5 milliards de dirhams).





La RAM

En 2023, Royal Air Maroc (RAM) a enregistré des résultats financiers remarquables, caractérisés par le bénéfice net le plus élevé de ces dix dernières années. Les résultats financiers de l'année 2023 ont constitué un moment décisif, avec un bénéfice net atteignant une marge de 2,2 %, ce qui représente la performance la plus positive de la décennie.

Au cours de cette même année, la RAM a transporté près de 7,2 millions de passagers, recouvrant ainsi 96 % de son niveau de trafic d'avant la pandémie, malgré une diminution de 10 % de sa flotte par rapport à 2019.

Les performances de 2023 ont affiché une nette amélioration par rapport à 2022, avec une augmentation de 42 % du trafic et une progression de l'offre de 32 %. Le taux de remplissage a atteint 77 %, un niveau record, contribuant ainsi à améliorer la rentabilité des vols. Les perspectives d'avenir de la compagnie apparaissent favorables, notamment grâce à la signature en 2023 d'un contrat-programme définissant une stratégie ambitieuse.

Ce plan prévoit l'expansion de la flotte, qui passera de 50 à 200 avions à l'horizon 2037, l'ouverture de plus de 100 nouvelles destinations internationales et de 46 lignes intérieures, ainsi que la diversification des sources de revenus.

Perspectives de croissance de la RAM

En avril 2025, la Confédération Africaine de Football (CAF) et Royal Air Maroc ont établi un partenariat stratégique de grande importance. Cet accord confère à cette compagnie aérienne le statut de Partenaire Global Officiel pour les compétitions africaines à venir, notamment la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies Maroc 2025 et la Coupe d'Afrique des Nations Féminine CAF TotalEnergies Maroc 2024.

Cet accord consolide la présence de Royal Air Maroc sur la scène continentale et internationale, renforçant ainsi son rôle de lien stratégique entre l'Afrique et le reste du monde. Il s'inscrit également dans le contexte de l'essor du Royaume du Maroc en tant que centre sportif international.

Afin de satisfaire la demande accrue générée par les compétitions et événements organisés par la CAF (l'accroissement du nombre de supporters devant atteindre 500 000 supporters d'Afrique et d'Europe vers le Maroc), la compagnie aérienne mettra en œuvre un nouveau dispositif opérationnel et commercial en augmentant sa flotte et en diversifiant les destinations de ses vols.

Internationalisation des groupes marocains

L'analyse du niveau d'internationalisation des entreprises marocaines offre un éclairage précieux sur leur capacité à saisir les opportunités de croissance et à prospérer dans un contexte économique globalisé. On peut ainsi considérer que l'internationalisation constitue un véritable levier de performance pour les entreprises marocaines aspirant au statut de champions africains.

Nous présentons ci-après quelques exemples probants illustrant cette tendance à l'internationalisation.

OCP Africa

Le développement d'OCP sur le continent africain se divise en deux phases distinctes. La première phase, s'étendant de la création d'OCP Africa en 2016 à l'année 2023, a été consacrée au déploiement du groupe sur le marché africain. Durant cette période, l'entreprise a répondu à la demande existante tout en approfondissant sa compréhension des écosystèmes locaux et des chaînes de valeur.

La seconde phase a débuté en 2024 avec le lancement du plan stratégique d'OCP pour la période 2024-2028. L'objectif principal est d'accélérer la mise en œuvre de l'approche d'engrais personnalisés, adaptés aux spécificités des sols, des cultures et des conditions climatiques. Cette stratégie repose sur les principes des « 4 R⁵ ».

Depuis 2016, la filiale OCP Africa a connu une trajectoire de croissance soutenue de ses ventes, témoignant de son engagement et de son efficacité sur le continent africain. Cette progression constante culmine en 2024 avec un volume de ventes atteignant 1,9 million de tonnes d'engrais. Un facteur clé de cette performance remarquable réside dans l'augmentation significative des ventes de TSP (Triple Superphosphate), un engrais phosphaté de fond très concentré essentiel pour la nutrition des cultures. Entre 2023 et 2024, les volumes de TSP ont connu une augmentation de 120%, soulignant l'importance croissante de cet engrais dans les pratiques agricoles africaines.

Fort de ces résultats, OCP Africa affiche des ambitions claires pour l'avenir. L'objectif pour 2025 est de franchir la barre des 2,5 millions de tonnes, un palier qui reposera en grande partie sur un triplement des ventes de TSP par rapport aux chiffres de 2024. Cette stratégie reflète la confiance de l'entreprise dans le potentiel du marché africain et sa capacité à répondre à la demande croissante en engrais de haute qualité.

En se projetant vers l'horizon 2027, OCP Africa vise une production de 4,2 millions de tonnes d'engrais. Mais au-delà des volumes, la stratégie de l'entreprise se concentre sur l'innovation et la personnalisation. L'objectif est d'atteindre 100% d'engrais customisés, adaptés aux besoins spécifiques des différents sols

et cultures à travers le continent. Afin d'atteindre cet objectif, OCP Africa s'appuie sur un réseau d'unités de blending, notamment au Nigeria, au Sénégal et en Éthiopie, qui permettent de produire des engrais sur mesure au plus près des besoins des agriculteurs locaux.

Le groupe de distribution Label'Vie

Classé 107^{ème} parmi les 500 entreprises africaines les plus performantes, le groupe de distribution Label'Vie a étendu ses activités en France. L'entreprise a pris en charge la gestion de six hypermarchés Carrefour situés à Paris, Grenoble et Marseille. Déjà présent dans 33 villes au Maroc et en Côte d'Ivoire, Label'Vie adapte sa stratégie commerciale en fonction des particularités locales.

La présence internationale de Label'Vie via ses filiales ivoirienne et française représente d'ores et déjà 50% des revenus du groupe, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 16,4 milliards de dirhams en 2024.

Mutandis

Mutandis a fait un choix stratégique différent en ciblant les États-Unis, s'éloignant ainsi de l'Afrique et de l'Europe. En 2021, l'entreprise a acquis Season, une société américaine de premier plan spécialisée dans la sardine haut de gamme, pour un montant de 406 millions de dirhams.

Mutandis contrôle 25 % du marché américain de la sardine, et même 50 % du segment premium. Une portion des usines marocaines du groupe est désormais entièrement consacrée à l'exportation vers les États-Unis.



⁵ Les 4 R : Right source, Right rate, Right time, Right place. La bonne source, le bon dosage, l'application au bon moment et au bon endroit

Conclusion

Bien que le chiffre d'affaires global des entreprises marocaines, s'élevant à 55,9 milliards de dollars dans le classement des 500 champions africains, marque un léger repli par rapport à l'exercice 2022 (59 milliards de dollars), cette performance en apparence stable masque une réalité plus complexe.

En effet, les entreprises marocaines sont confrontées à une série de défis structurels qui limitent leur développement économique et leur capacité à rivaliser sur le marché international.

Parmi ces défis, on note en premier lieu la faiblesse de son tissu industriel. En effet, le secteur industriel marocain reste encore limité en termes de taille, de sophistication technologique et de capacité d'innovation. Cette limitation entrave la montée en gamme des produits et services marocains.

Deuxièmement, le marché intérieur marocain, en dépit de son dynamisme, reste de taille modeste comparé à d'autres économies émergentes. Cette limitation du marché intérieur freine la capacité des entreprises marocaines à réaliser des économies d'échelle et à atteindre une taille critique pour être compétitives sur le marché international.

Troisièmement, l'incidence indirecte des conflits commerciaux internationaux s'avère plus complexe à évaluer avec précision. Le Groupe Renault Maroc (22^e du classement), par exemple, n'est probablement pas touché directement par les droits de douane américains, étant donné que la filiale marocaine approvisionne principalement l'Europe et l'Afrique du Nord en véhicules.

Cependant, le réseau de fournisseurs de pièces automobiles de premier rang, essentiel au fonctionnement de Renault à Tanger, pourrait ne pas bénéficier d'une situation aussi favorable.

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement engendrées auparavant par la crise de la covid-19 ont représenté un défi pour ces réseaux de production en flux tendu. La question actuelle est de déterminer si Renault Maroc pourrait subir un impact indirect dans le cas où un fournisseur essentiel se trouverait en situation de cessation de paiement.

Enfin, la compétitivité globale du Maroc représente un enjeu considérable. Bien que des avancées notables aient été observées dans certains secteurs, notamment en ce qui concerne la logistique et l'infrastructure, il demeure que d'autres domaines nécessitent des améliorations considérables, en particulier le coût de la main-d'œuvre, la réglementation, l'accès aux financements et la formation de la main-d'œuvre.





FOCUS

Le partenariat stratégique entre le Maroc et les Émirats Arabes Unis

Introduction

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) connaît une dynamique géopolitique en constante évolution, marquée par des incertitudes et la recombinaison progressive des alliances traditionnelles. Dans ce contexte régional complexe, l'établissement et le renforcement de nouveaux partenariats stratégiques apparaissent comme une réponse aux défis sécuritaires, économiques et politiques. L'approfondissement des liens entre le Royaume du Maroc et les Émirats Arabes Unis (EAU) s'inscrit dans cette tendance, témoignant d'une volonté commune de consolider leur coopération face aux mutations régionales.

L'engagement mutuel à renforcer leur relation s'est illustré par la visite du Roi Mohammed VI à Abu Dhabi les 4 et 5 décembre 2023, à l'invitation de Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyane. Cette rencontre a abouti à la signature d'une déclaration conjointe intitulée « Vers un partenariat novateur, renouvelé et enraciné entre le Royaume du Maroc et l'État des Émirats Arabes Unis ». Ce document souligne une convergence de vues quant aux opportunités de complémentarité et à la nécessité d'une coopération pragmatique accrue. L'ambition affichée est d'établir un modèle de coopération économique et d'investissement global et équilibré, ouvert à une participation active du secteur privé, et de collaborer sur des projets structurants dans des secteurs clés.

Parallèlement, la commémoration du 52^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux nations, célébrée le 10 juillet 2024 notamment par un séminaire à l'ambassade de l'Etat émirati à Rabat, a permis de mettre en lumière

les fondements, les réalisations, la signification géopolitique et les perspectives d'avenir prometteuses de ce partenariat bilatéral.

L'analyse des motivations profondes qui sous-tendent le partenariat stratégique entre le Royaume du Maroc et les Émirats Arabes Unis, l'évaluation des avantages mutuels découlant de cette coopération accrue et l'identification des potentielles limites ou défis susceptibles d'entraver son développement optimal constituent un axe important de réflexion pour appréhender la portée et la durabilité de cette alliance bilatérale dans le contexte régional actuel.

Contexte et fondements du partenariat stratégique Maroc- EAU

Motivations stratégiques de chacun des pays

Le Maroc poursuit une stratégie de partenariats internationaux à plusieurs dimensions, combinant des objectifs économiques, politiques et d'influence régionale. Sur le plan économique, le Royaume diversifie ses alliances au-delà de l'Europe, son partenaire historique, en renforçant ses relations avec des puissances émergentes telles que la Chine, l'Inde et les pays du Golfe, ainsi qu'avec des partenaires anglo-saxons comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Cette dynamique vise à consolider son positionnement comme acteur clé du développement mondial et régional.

Sur le plan politique, le Maroc ambitionne de renforcer son rôle de hub africain, en s'appuyant sur des projets d'envergure, comme le gazoduc Nigeria-Maroc, et des investissements accrus en Afrique subsaharienne, tout en affirmant son autonomie stratégique vis-à-vis de l'Europe.

Les Émirats Arabes Unis, quant à eux, inscrivent leur stratégie de partenariats dans une vision de diversification économique de long terme, en réponse à la finitude de leurs ressources en hydrocarbures. Portés par la vision économique d'Abu Dhabi 2030, les EAU investissent massivement dans des secteurs à forte valeur ajoutée et s'appuient sur des alliances stratégiques pour étendre leur influence. Leur intérêt croissant pour le Maroc repose sur la position géographique stratégique de ce dernier comme passerelle vers l'Afrique de l'Ouest. Les EAU ambitionnent de devenir un investisseur de référence sur le continent, en s'appuyant sur des projets structurants dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de la logistique et des ressources naturelles, tout en facilitant l'internationalisation de leurs entreprises nationales.

Évolution historique et diplomatique des relations Maroc-EAU

Les relations Maroc - Émirats Arabes Unis révèlent une dynamique bilatérale, ancrée dans un contexte historique, marquée par des initiatives institutionnelles et soutenue par une convergence d'intérêts géopolitiques.

La création de la commission mixte EAU-Maroc en 1985 a formalisé une volonté de coopération structurée, dont les sessions périodiques, étalées entre 1988 et 2018, témoignent d'un engagement continu au plus haut niveau ministériel. Ces rencontres ont servi de cadre officiel pour l'identification et la consolidation des domaines d'intérêt commun.

Sur le plan géopolitique, les deux nations partagent une vision convergente sur des enjeux stratégiques majeurs. Leur engagement commun dans la lutte contre le terrorisme transnational et les organisations criminelles souligne une compréhension partagée des menaces à la sécurité régionale. De plus, leur alignement sur des questions de diplomatie internationale renforce leur capacité d'action concertée sur la scène mondiale. Cette convergence d'intérêts se traduit également par une coopération économique substantielle, illustrée par des flux commerciaux et des investissements mutuels en croissance.

La solidité des liens bilatéraux repose sur une adhésion des leaderships des deux pays à diversifier et à approfondir la coopération. La session inaugurale du Conseil d'affaires Maroc-Émirats Arabes Unis, qui s'est tenue le 9 avril 2025 à Sharjah, constitue une avancée notable dans cette optique, témoignant d'une détermination commune à stimuler les échanges économiques et commerciaux. Cette initiative, fruit d'une collaboration entre la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et la Fédération des Chambres de Commerce et

d'Industrie des Émirats Arabes Unis, met en lumière le potentiel d'effort conjoint dans des secteurs clés tels que le tourisme, les infrastructures, l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, la finance et les technologies de pointe.

Sur le plan culturel, la désignation du Maroc comme invité d'honneur de la 43^{ème} édition de la Foire Internationale du Livre de Sharjah, ayant eu lieu en novembre 2024, constitue un événement important, révélant une reconnaissance profonde de la richesse et de la diversité du patrimoine culturel marocain au sein de la scène littéraire et intellectuelle arabe et internationale. Cette mise en lumière offre ainsi une plateforme privilégiée pour explorer les multiples facettes de la production intellectuelle, artistique et littéraire du Royaume.

Dans ce contexte, l'Agence Marocaine pour le Développement des Provinces du Sud a saisi l'opportunité de présenter un aperçu des initiatives culturelles majeures entreprises dans ces régions. La préservation de la culture hassanie apparaît comme une initiative phare au regard de son enjeu patrimonial. Cette démarche vise, d'une part à sauvegarder et à promouvoir les expressions culturelles spécifiques des provinces du Sud, traduisant une reconnaissance croissante de la valeur de ce patrimoine immatériel, et d'autre part, elle marque l'existence de liens culturels avec les Emirats Arabes Unis ainsi qu'une volonté commune de valoriser et de pérenniser les identités culturelles régionales au-delà des frontières nationales

Cadre institutionnel et accords bilatéraux

Le 4 décembre 2023, Sa Majesté le Roi Mohammed VI et Son Altesse Cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, Président de l'État des Émirats Arabes Unis, ont signé, à Abou Dhabi, la déclaration intitulée "Vers un partenariat novateur, renouvelé et enraciné entre le Royaume du Maroc et l'État des Émirats Arabes Unis".

Les 12 protocoles d'accord signés dans le cadre de cette déclaration incluent notamment un partenariat d'investissement dans un projet de train à grande vitesse au Maroc et des investissements dans le secteur de l'eau, le secteur de l'énergie, l'agriculture et le secteur aéroportuaire.





Comme l'illustre la figure 2, en 2023, le Maroc a exporté 30,1 millions de dollars de costumes pour femmes non tricotés, 18,2 millions de dollars de l'argent (métal), et 16,8 millions de dollars de fruits. Les exportations marocaines à destination des EAU ont augmenté de 11,2% annuellement en passant de 131 millions de dollars en 2018 à 223 millions de dollars en 2023.

En revanche, sur la figure 3, les exportations émiraties vers le Royaume concernent 394 millions de dollars de pétrole raffiné, 313 millions de dollars de soufre et 152 millions de dollars d'aluminium brut. En comparaison, les exportations émiraties ont augmenté de 8,53% annuellement, passant de 894 millions de dollars en 2018 à 1,35 milliard de dollars en 2023.

Lors du Forum Maroc-Émirati de juin 2024, Mme Assia Ben Saad, Directrice de la coopération et des partenariats à l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE), a fait état du classement des EAU en tant que premier investisseur arabe au Royaume, eu égard aux 17 milliards de dollars d'investissement émiratis.

A titre illustratif, 72 % des investissements émiratis au Maroc proviennent des fonds souverains, 18 % des entreprises gouvernementales et semi-gouvernementales, 2,5 % de banques émiraties et 7,5 % de la part d'entreprises privées. Parmi les grandes entités émiraties d'investissement, apparaissent :

- Abu Dhabi Investment Authority (ADIA), le fonds qui a acquis aux côtés d'Apollo Global Management la société de distribution de produits chimiques, Univar Solutions, pour 8,2 milliards de dollars
- Mubadala, le fonds souverain émirati pour les investissements stratégiques, qui a fait l'acquisition du groupe pharmaceutique marocain PHI Maroc
- DP World, filiale de Dubai World, géant de la logistique portuaire dans plus de 60 pays dans le monde. Ce même groupe a inauguré, en février 2025, un service maritime de liaison décarbonée pour le passage des produits marocains frais vers l'Europe

À la fin du premier trimestre 2024, 850 entreprises marocaines étaient officiellement enregistrées comme membres actifs de la Chambre de commerce de Dubaï. Cette dynamique reflète une hausse annuelle de 12 %, portée par l'arrivée de 99 nouveaux membres, principalement actifs dans les secteurs de l'immobilier, de la banque et de l'assurance.

De fait, cet élan de coopération a pour finalité de rehausser la coopération bilatérale des deux États, en appui au programme de développement économique et social au titre des années 2024-2029.

Dimension politique et géostratégique

Le partenariat bilatéral, portant principalement sur l'aspect économique et commercial, a également un revers géopolitique et stratégique, étant donné les ambitions et les intérêts politiques des deux États. Eu égard à la position stratégique du Maroc en Afrique, les EAU ont une volonté de rapprochement et un enracinement au sein du continent africain.

Cette alliance bilatérale met en avant la volonté des Émirats à examiner les différentes possibilités de coopération avec les pays africains, par le biais de projets marocains avec rayonnement régional, à l'instar du projet du gazoduc Nigeria-Maroc, communément appelé le gazoduc Afrique-Atlantique (GAA). Ce projet, évalué à un montant de 25 milliards de dollars, encourage la contribution de plusieurs États, dont les EAU.

Cette infrastructure est non seulement soutenue par des nations mais aussi par des institutions multilatérales, à l'instar de la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), ou bien le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

Le gazoduc Afrique-Atlantique (GAA)

Le projet gazoduc Nigeria-Maroc a été lancé en 2016 suite à la visite de SM le Roi Mohamed VI au Nigeria. Le GAA est une infrastructure d'une longueur de 5700 km, traversant 13 pays africains entre le Nigeria et le Maroc (le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Gambie, le Sénégal et la Mauritanie), pour, finalement, se connecter à l'Espagne.

De fait, la portée de ce projet repose sur la connectivité du continent africain avec le continent européen.

Le but étant de contribuer à une intégration régionale entre les différents pays africains, et à sécuriser l'énergie africaine.

Par ailleurs, le projet « **Dakhla Gateway to Africa** » dont l'objectif est de concrétiser une vision d'une nouvelle Dakhla à l'horizon 2035, se développe en partenariat avec les Émirats Arabes Unis. En effet, dans ledit partenariat de décembre 2023, la ville de Dakhla a été évoquée à cinq reprises, en tant que futur hub qui incarne les liens tissés entre les EAU et le Maroc et englobe des projets internes dans divers domaines tels que le tourisme et l'immobilier.

Cette ambition commune s'appuie également sur l'identité portuaire de Dakhla, pour créer une **flotte maritime commerciale** et de développer une infrastructure portuaire solide au Maroc.



Le Port Dakhla Atlantique

Le nouveau port de Dakhla Atlantique s'inscrit dans la logique marocaine du développement de la région de Dakhla-Oued Eddahab, avec un financement de 12,5 milliards de dirhams marocain.

Il convient de noter que ce projet portuaire comportera une zone logistique appelée West Africa Free Zone, soit une zone franche destinée à stimuler les flux commerciaux et renforcer les échanges entre les différents continents américain, européen et africain.

De surcroît, ce port permet non seulement d'acheminer des marchandises mais aussi de l'énergie. En 2022, le projet de la société Maroco-émiratie Dahamco pour la production d'hydrogène vert et d'ammoniac a été introduit à Dakhla. La co-entreprise envisage d'investir un montant à 25 milliards de dollars pour mettre à bien ce projet. Cette stratégie énergétique entre les deux pays a pour but de s'adapter et de développer une résilience face au marché énergétique mondial pivotant.

Il convient aussi de mettre en lumière les implications des EAU dans une autre zone maritime stratégique au Royaume, à savoir Tanger Med. A titre d'illustration, en 2022, Emirates Logistics, filiale du groupe Sharaf, a érigé un centre logistique à Tanger Med. L'inauguration de ce centre ambitionne d'apporter une expertise émiratie dans les domaines de transport, de connectivité et de logistique.

Conclusion

En bref, le partenariat unissant les Émirats Arabes Unis et le Maroc s'inscrit dans une perspective de coopération bilatérale historique et diplomatique établie depuis plus de 52 ans. Cette dynamique se caractérise par la volonté commune des deux États à faire face aux enjeux sécuritaires, économiques et politiques.

L'alliance revêt des motivations stratégiques convergentes à chacun de ces pays, dans la mesure où, d'une part, le Royaume du Maroc opte pour une stratégie nationale en faveur de partenariats internationaux et régionaux. Cette diplomatie marocaine prétend à un positionnement en tant que hub africain majeur.

D'autre part, les Émirats Arabes Unis mettent en œuvre une révision de leur stratégie nationale dans le but de diminuer leur dépendance à l'égard du pétrole, en diversifiant leurs ressources économiques.

A travers les 12 protocoles d'accords signés en 2023, le partenariat qualifié de « novateur, renouvelé et enraciné », a établi les bases des relations commerciales et économiques entre les deux États. Plusieurs secteurs sont concernés, notamment le secteur portuaire et les marchés financiers. Ainsi, via cet accord, les EAU se sont engagés à contribuer à plusieurs projets stratégiques au Maroc, notamment pour rendre la ville de Dakhla un hub stratégique.

Néanmoins, il convient d'appréhender cette collaboration bilatérale dans le contexte des dynamiques mondiales en évolution. En d'autres termes, l'ordre mondial changeant provoque de l'instabilité dans certaines régions, susceptibles d'affecter implicitement les relations bilatérales.



ACTUALITÉS ATLAS CAPITAL

Participation à LOGISMED

VIDAL ASSURANCES a participé en tant qu'exposant au Salon International de la Logistique et du Transport (LOGISMED) en partenariat avec la compagnie d'assurances SANLAM MAROC.

Cet événement nous a permis de rencontrer les acteurs clés du secteur de la logistique et du transport et de présenter nos solutions d'assurances adaptées à leurs besoins.

Une présence remarquée

Notre équipe commerciale a présenté nos solutions et services à plus de 200 visiteurs particuliers et professionnels, notamment les assurances-transport, les assurances-marchandises et les assurances-responsabilité civile. Nous avons également eu l'occasion de renforcer nos relations avec nos partenaires et clients et de développer de nouveaux contacts.

Des solutions d'assurances adaptées

VIDAL ASSURANCES dispose d'une longue et riche expérience dans la conception de solutions d'assurances sur mesure pour les entreprises du secteur de la logistique et du transport.

L'unique produit actuellement proposé sur le marché pour couvrir l'activité de la population des commissionnaires de transport à savoir la Responsabilité Civile Professionnelle, a été exclusivement établi par VIDAL ASSURANCES et SANLAM en partenariat avec l'Association des Freight Forwarders du Maroc (AFFM) en date du 1^{er} janvier 2017.

Nous avons également établi en 2024 et toujours en partenariat avec SANLAM MAROC un autre produit couvrant le Transport Multimodal des marchandises porte à porte. Ce produit a permis aux professionnels du transport et de la logistique de couvrir les marchandises de leurs clients en valeur facture et en tous risques durant tout leur trajet depuis l'enlèvement jusqu'au dépotage.

Nouveaux produits destinés aux épargnants en assurance vie et en assurance retraite

Atlas Capital Management a contribué, en partenariat avec SANLAM Maroc, à l'élaboration des produits Assur'Invest Multisupport et Assur'Retraite Multisupport, des produits d'assurance vie et d'assurance retraite qui permettent respectivement de profiter de la fiscalité de l'assurance vie et de l'assurance retraite tout en bénéficiant, selon l'allocation choisie, de la rentabilité du fonds en dirhams géré par SANLAM combinée à la performance de l'OPCVM auquel sont adossés les unités de comptes. Ce produit est commercialisé par Vidal Assurances.



www.atlascapital.ma

www.oaklins.com

88, Rue El Marrakchi Quartier Hippodrome
Casablanca, Maroc
Tél. +212 (0)5 22 23 76 02

www.vidalassurances.ma

Vidal Casablanca : 93, Bd EL
Massira El Khadra, Résidence
Sorour, 5^{ème} Etage - Casablanca
20190 Casablanca - Maroc
Tél. +212 5 22 94 94 76

Vidal Assurances Rabat
12, place des Alaouites
10 000 Rabat - Maroc
Tél. +212 5 37 70 99 12

Ce document n'est pas et ne doit pas être considéré comme une recommandation ou une sollicitation pour offrir, souscrire, vendre ou conclure une quelconque opération sur les services ou instruments financiers qui y sont mentionnés. Votre Conseiller financier se tient à votre disposition pour toute information complémentaire et pour vous accompagner dans vos choix en fonction de vos besoins et de votre profil personnel d'investissement. Avant de souscrire à tout produit ou service financier, il est impératif de lire attentivement les documents contractuels y afférant.

Ce document a été rédigé par Atlas Capital. Il ne doit en aucun cas être reproduit, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit.

06-2025

ATLAS
CAPITAL

WEALTH
MANAGEMENT

VOUS AVEZ DÉCLARÉ VOS AVOIRS À L'ÉTRANGER ?*

NOUS LES GÉRONNS POUR VOUS GRÂCE À NOTRE EXPERTISE INTERNATIONALE

() Dans le cadre des différentes contributions libératoires des avoirs à l'étranger 2014, 2020, 2024.*

Contactez votre Senior Banker pour plus d'informations M. Karim Kholoud à l'adresse k.kholoud@atlascapital.ma ou par téléphone au +212 (0)5 22 23 76 02

📍 88, Rue El Marrakchi Quartier Hippodrome Casablanca, Maroc

🌐 www.atlascapital.ma